

Election présidentielle en Russie, un scrutin sans grand suspense

de **Corinne Deloy****ANALYSE**1 mois avant
le scrutin

Le 24 septembre 2011, le Premier ministre russe Vladimir Poutine (Russie unie, ER) émettait le souhait de voir le président russe, Dmitri Medvedev, diriger la liste de Russie unie aux élections législatives du 4 décembre dernier avant que Dmitri Medvedev propose de soutenir la candidature du Premier ministre sortant à l'élection présidentielle du 4 mars 2012, Vladimir Poutine promettant de confier le poste de Premier ministre à Dmitri Medvedev quand il aura été réélu à la tête de l'Etat. « Je veux le dire sans ambages, nous avons conclu un accord il y a plusieurs années déjà sur ce que nous ferions » déclarait Vladimir Poutine. Les deux principaux personnages de Russie ont donc décidé de permuter leurs fonctions, un mouvement qui, selon les enquêtes d'opinion, a profondément déplu à une grande partie des Russes. « On n'a jamais vu de telles pratiques depuis Staline et son culte de la personnalité » a déclaré le politologue Gleb Pavlovsky. « Les élections n'étaient jamais arrivées à se transformer en une telle farce » a affirmé Stanislav Belkovsky, fondateur et directeur du National Strategy Institute et de l'entreprise de communication Politech.

L'élection présidentielle du 4 mars prochain est donc un scrutin sans enjeu tant la victoire semble acquise à Vladimir Poutine. Des questions demeurent : le Premier ministre sortant sera-t-il élu dès le 1er tour? Et, surtout, que se passera-t-il à l'issue du scrutin?

Des élections législatives contestées

Le 4 décembre 2011, le parti du président Dmitri Medvedev et du Premier ministre Vladimir Poutine, Russie unie (ER), remportait les élections législatives en recueillant 49,32% des suffrages, soit 238 des 450 sièges de la Douma, chambre basse du Parlement. Ces résultats sont les plus faibles jamais enregistrés par ER. En outre, leur annonce a suscité la colère d'une partie de la population qui a dénoncé les fraudes électorales et un fort mouvement de contestation, le plus important depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 2000. Le 10 décembre, environ 50 000 personnes ont manifesté, ruban blanc (*Belatenta*) à la boutonnière, place Bolotnaïa à Moscou pour demander l'annulation du scrutin. Le 24, elles étaient de nouveau 85 000 à protester avenue Andreï Sakharov contre les fraudes électorales du 4 décembre et l'arrestation et la condamnation à des peines de prison ferme de certains manifestants et à réclamer le départ de Vladimir Poutine. Le mouvement s'est étendu à la province, fait rare en Russie : Saint Petersburg, Gorno-Altaiïsk, Novossibirsk (6 000 manifestants), Iekaterinbourg (4 000), Tcheliabinsk (5 000), Kazan, Perm, Nijni Novgorod, Briansk ou Arkhangelsk.

L'opposition au régime de Vladimir Poutine est hétéroclite et les tensions sont parfois vives entre les leaders des différents mouvements. Les manifestations ont rassemblé des proches de l'extrême gauche, des communistes, des libéraux, des nationalistes, des personnes luttant contre la corruption comme le blogueur Alexeï Navalny, à qui l'on doit l'expression de « *parti des voleurs et des escrocs (partiya vorov i zhulikov)* » appliqué à Russie unie et créateur en 2010 du site internet communautaire RosPil (pillage de la Russie) qui dénonce les détournements de biens publics et de corruption. Ceux-ci représenteraient environ 300 milliards \$, soit un tiers du budget de l'Etat. Alexeï Navalny s'est fait connaître en mettant à jour les détournements financiers dont se rendaient coupables la banque VTB, détenue à 85% par l'Etat, et l'entreprise Transneft, détentrice du monopole des oléoducs, accusée du détournement de 2,9 milliards € lors de la construction du tracé Sibérie-Pacifique. Le 5 décembre, le blogueur a été arrêté par les forces de l'ordre et emprisonné durant deux semaines. L'accord semble cependant impossible entre libéraux, nationalistes ou encore communistes et aucun leader ne s'est véritablement dégagé de ce mouvement de contestation. Les hommes politiques présents dans les mani-

festations ont d'ailleurs suscité l'irritation de la foule. « *L'absence d'une figure politique derrière laquelle le mouvement pourrait se rassembler constitue sa plus grande faiblesse et en même temps sa force* » affirme le politologue Andreï Gratchev, ancien porte-parole (1990-1991) du secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (1985-1991) Mikhaïl Gorbatchev durant la *perestroïka*.

Le 31 janvier dernier, une cinquantaine d'opposants, dont l'écrivain Edouard Limonov, qui n'a pas été autorisé à se présenter à l'élection présidentielle, ont été interpellés lors d'une manifestation non autorisée dans Moscou (chaque 31 des mois comprenant 31 jours, une manifestation est organisée pour défendre l'article 31 de la Constitution qui garantit la liberté de rassemblement). Le 1er février, une banderole de 140 m² portant l'inscription « *Poutine, pars* » et une caricature du Premier ministre barrée d'une croix noire a été fixée sur un immeuble situé juste en face du Kremlin sur un quai de la Moskova. Une nouvelle manifestation a eu lieu le 4 février entre la place d'Octobre et la place Bolotnaïa.

« *Le déroulement des élections législatives du 4 décembre 2011 n'a pas respecté les normes électorales* » a déclaré l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) chargée d'une mission d'observation du scrutin. Elle a constaté diverses fraudes (bourrages d'urnes, votes multiples, etc.) et déploré les centaines d'arrestations de militants de l'opposition qui tentaient de manifester le jour des élections. Par ailleurs, de nombreuses vidéos montrant les opérations de fraudes massives ont été mises en ligne et donc vues par des millions de Russes. « *Auparavant ce que l'on ne montrait pas à la télévision n'avait jamais existé. Désormais, ce qui n'est pas discuté sur internet n'a jamais existé* » affirme la journaliste Ioulia Latynina. Le taux de pénétration d'internet est de 46% en Russie, 52,9 millions de personnes ont accès au réseau mondial au moins une fois par mois. Autre nouveauté : la réaction inédite du patriarche Kirill de l'église orthodoxe qui a défendu les manifestations qu'il a qualifiées de « *réaction négative légitime* » face à la corruption des élites. Enfin, Mikhaïl Gorbatchev a révélé sa « *honte* » d'avoir soutenu Vladimir Poutine en 2000 et déclaré : « *je conseillerais à Vladimir Poutine de partir maintenant* ».

Le Premier ministre a indiqué que les bureaux de vote seraient équipés de caméras le 4 mars. « *Ces dernières ne permettent pas de filmer le processus de décompte*

des bulletins, l'enregistrement des résultats ou les conditions de leur stockage » a souligné Heidi Tagliavini, chef de la mission russe d'observation de l'OSCE.

Si Poutine est loin d'avoir perdu le pouvoir, sa relation avec le peuple russe est bel et bien altérée. « *Le mythe d'un Vladimir Poutine tout puissant s'est effondré* » a affirmé un blogueur de la radio *L'Echo de Moscou* le 16 décembre. Les Russes semblent en effet s'être libérés d'une certaine peur. En outre, les fraudes électorales ne sont pas le seul motif de mécontentement et la seule cause à avoir fait descendre les manifestants dans la rue. La classe moyenne russe, en pleine expansion, exprime de plus en plus souvent son mécontentement à l'égard du pouvoir en place dont elle critique l'inefficacité et la corruption. Un phénomène qui a permis au Parti communiste (KPRF) et à Russie juste (SR) d'améliorer leurs résultats aux élections législatives (les deux partis ont recueilli respectivement 19,19% et 13,24% des suffrages, soit 92 et 64 sièges à la Douma). Russie unie est arrivée en 2e, voire 3e position dans plusieurs villes. Ainsi, elle a recueilli 21% des suffrages à Doubna (48% lors du précédent scrutin législatif du 2 décembre 2007) et 22% à Korolev, ville du centre de contrôle des vols de l'Agence spatiale (59% quatre ans auparavant).

Les trois quarts des Russes (73%) se déclarent insatisfaits de la politique du gouvernement selon une enquête d'opinion réalisée par le centre Levada et publiée fin décembre 2011. « *Il y a un énorme problème de légitimité. Ce mouvement est porté par une majorité de gens non politisés* » a souligné Carine Clément, directrice de l'Institut de l'action collective à Moscou, ajoutant « *L'enjeu est de pérenniser et de politiser ce mouvement, de transformer la dignité offensée en engagement durable, partout en Russie* ». « *Le pouvoir en place est dans un cul de sac historique, il s'attache à provoquer et à discréditer les organisateurs des manifestations mais surtout il prépare sa revanche* » affirme Andreï Illarionov, président de l'Institut d'analyse économique. Au pied du mur, Vladimir Poutine est face à une alternative : renforcer les tendances autoritaires de son régime ou accepter de pluraliser la scène politique. Pour l'heure, il n'a pas exclu de réserver certains postes gouvernementaux à l'opposition après sa victoire le 4 mars prochain. « *J'ai déjà dit que j'avais invité des responsables des partis considérés comme l'opposition, par exemple Juste cause (PD) et Iabloko. Ces personnes ont travaillé et continuent à travailler efficacement et je ne vois rien d'impossible à cet égard* » a-t-il affirmé.

La contre-offensive de Vladimir Poutine

« Les élections législatives sont terminées. Il ne peut être question de discussions sur une révision », telle a été la réponse de Poutine aux manifestants. « De mon point de vue, le résultat de ces élections reflète incontestablement l'opinion publique » a-t-il ajouté. Comme à son habitude, il a accusé les manifestants « de détenir un passeport russe mais d'agir pour le compte d'un Etat étranger et sur financement étranger ». Il a souligné que « l'opposition conduisait la Russie vers le chaos ».

Vladimir Poutine a tenté une analyse de la situation. « Nous avons traversé une période de crise très sérieuse. Il est clair que cela s'est répercuté sur les gens de manière négative, que le niveau de vie a baissé, que beaucoup ont perdu leur travail. C'est pourquoi il est nettement plus facile pour l'opposition de recruter » a-t-il expliqué. Cependant, il a regretté que le dialogue avec les opposants soit rendu « impossible à cause de la désorganisation du mouvement qui ne possède ni leader ni programme ». Le 15 décembre, il a fait une intervention télévisée de 4h33 durant laquelle il a répondu aux questions des téléspectateurs. Il a invité les responsables politiques à mieux communiquer jugeant que les Russes avaient besoin d'une psychothérapie nationale. Il a promis un scrutin clair et objectif le 4 mars. « En tant que candidat, je n'ai besoin d'aucune tricherie ». Il s'est déclaré prêt à réfléchir à un desserrement des lois sur l'enregistrement des partis politiques et a appelé à restaurer – sous conditions – l'élection au suffrage universel direct des gouverneurs régionaux – nommés par le pouvoir en place – qu'il avait lui-même abolie au cours de son premier mandat (2000-2004) en s'appuyant sur les attentats de Beslan (1-3 septembre 2004) – lors desquels des terroristes tchétchènes avaient pris en otage des centaines d'enfants et d'adultes dans une école d'Ossétie du Nord et qui avait fait environ 350 morts. Selon lui, ces attentats avaient révélé la déloyauté des autorités régionales.

Concernant l'économie, Vladimir Poutine a publié fin janvier un article dans le quotidien économique *Vedomosti* dans lequel il s'en prend à la « corruption systémique », affirme que le climat des affaires est « insatisfaisant » et qualifie la dépendance de l'éco-

nomie russe à l'exportation des matières premières d'« inadmissible ». « Face à nos concurrents, le pays est beaucoup moins attrayant pour les investisseurs. Nous enregistrons une importante fuite des capitaux. Le principal problème est le manque de transparence, l'absence de contrôle de la société sur les fonctionnaires, les douanes et les services fiscaux, le système judiciaire et les forces de l'ordre. Il s'agit d'une corruption systémique, si l'on appelle les choses par leur nom » a-t-il déclaré. La Cour des comptes a relevé 10 300 faits de corruption dans son rapport annuel 2011 et estimé à 718,5 milliards de roubles (17,8 milliards €) le montant des fraudes concernant les dépenses budgétaires, une somme record depuis le XXe siècle. Vladimir Poutine a affirmé qu'éliminer les rétrocommissions sur les commandes d'Etat permettrait d'économiser « entre 5% et 10% du budget fédéral, soit entre 1% et 2% du PIB par an ». Fin décembre, il avait demandé aux chefs des entreprises publiques russes de divulguer aux Pouvoirs publics la structure actionnariale de chacun de leurs partenaires commerciaux. Il a proposé d'augmenter le financement de la recherche scientifique et les investissements dans les industries de haute technologie, la pharmacie, la chimie, l'aéronautique et les communications. « En investissant dans la compétitivité des secteurs d'avant-garde, la Russie résout aussi un problème social global, à savoir le développement de la classe créative et la possibilité pour elle de se réaliser » a-t-il indiqué. Enfin, le 12 janvier, Vladimir Poutine a lancé son site internet (www.putin2012.ru). Immédiatement, des internautes y ont laissé des commentaires négatifs, certains lui demandant de démissionner de ses fonctions ou de ne pas se présenter à l'élection présidentielle. Ceux-ci ont été très rapidement effacés et remplacés par de nouveaux messages plus politiquement corrects.

Les autres candidats

5 personnes sont candidates à l'élection présidentielle. Outre Vladimir Poutine, il s'agit de :

- Guennadi Ziouganov, dirigeant du premier parti d'opposition du pays, le Parti communiste (KPRF) ;
- Vladimir Jirinovski, fondateur et dirigeant du parti ultranationaliste et populiste du Parti démocrate-libéral (LDPR) ;

– Sergueï Mironov, ancien leader de Russie juste (SR), parti social-démocrate ;
– Mikhaïl Prokhorov, leader du parti Juste cause (Pravoe Delo, PD), milliardaire et homme d'affaires (considéré par certains comme l'homme le plus riche de Russie ; sa fortune est estimée à 9,3 milliards €) et dirigeant de la société d'investissements Onexim.

Dans son programme intitulé *Un avenir réel*, Mikhaïl Prokhorov propose de créer une zone économique commune entre la Russie et l'Union européenne et la mise en place d'une nouvelle monnaie mondiale sur la base de l'euro et du rouble. Il affirme que, s'il est élu, sa première action sera de libérer Mikhaïl Khodorkovski, ancien patron de la compagnie pétrolière russe Ioukos, emprisonné depuis 2004 pour vol par escroquerie à grande échelle et évasion fiscale (accusations qu'il a toujours réfutées), à qui il proposera le poste de Premier ministre (en cas de refus de ce dernier, ce poste serait offert à l'ancien ministre des Finances démissionnaire le 26 septembre dernier, Alexeï Koudrine). Mikhaïl Prokhorov s'est prononcé en faveur de la privatisation des entreprises d'Etat, une façon pour lui de résoudre les problèmes de déficit de l'Etat. « *Nous avons désormais une génération prête à initier de véritables réformes qui considère la démocratie et le libéralisme comme des valeurs communes. Le génie s'est échappé de la bouteille et n'y retournera plus. L'ère de la démocratie dirigée est révolue* » a-t-il affirmé dans une tribune publiée par le quotidien britannique The Guardian le 11 janvier. Le leader de Juste cause a indiqué qu'il se limiterait à un seul mandat présidentiel, s'est engagé à baisser à 3% des suffrages le seuil minimum à obtenir pour un parti pour être représenté à la Douma et à rétablir le « *vote contre tous les candidats* » supprimé par Vladimir Poutine.

« *Le Kremlin avance la candidature de Mikhaïl Prokhorov pour calmer les protestations et pour que tout le monde soit excité en voyant quel bon garçon se présente à l'élection présidentielle* » a déclaré Stanislav Belkovski, directeur de l'Institut national de stratégie à Moscou. « *Mikhaïl Prokhorov essaie de suivre l'exemple de Vladimir Poutine et se positionne en candidat attrape-tout* » a indiqué Olga Mifodieïa du Centre des technologies politiques.

Sergueï Mironov se dit favorable à des transformations sociales « *pour que les gens comprennent vers où nous allons* ». Il a indiqué qu'il démissionnerait au bout de 2 ans s'il est élu et organiserait probablement une nouvelle élection présidentielle. « *Je suis bien conscient que le scrutin sera dans une large mesure un vote protestataire, les électeurs veulent n'importe qui sauf Vladimir Poutine* » a-t-il indiqué.

Grigori Iavlinski, fondateur du parti libéral Iabloko, n'a pas été autorisé à se présenter. La Commission électorale a considéré irrecevables au moins 24% des signatures qu'il avait recueillies. En l'éliminant, Vladimir Poutine fait d'une pierre deux coups puisqu'il empêche ainsi l'accès des observateurs de son parti – qui avaient largement dénoncé les fraudes du scrutin législatif – aux bureaux de vote. Par ailleurs, certains analystes politiques considèrent qu'une candidature de Grigori Iavlinski était un obstacle à la victoire de Vladimir Poutine dès le 1er tour de scrutin. Le 1er février, la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, a appelé la Commission électorale centrale de Russie à revenir sur son refus d'enregistrer Grigori Iavlinski.

La fonction présidentielle en Russie

Désormais élu pour 6 ans, le Président de la Fédération de Russie dispose d'importants pouvoirs. Chef de l'exécutif, il nomme et renvoie le Premier ministre, il peut dissoudre la Douma, soumet des projets de loi au Parlement et peut proposer des référendums. Il décide également des nominations dans l'armée et les services de sécurité, désigne les juges de la Cour suprême, de la Cour constitutionnelle, de la Cour des comptes et de la Cour suprême d'arbitrage. Il ne peut être élu pour plus de deux mandats consécutifs. Tout candidat à la magistrature suprême doit être âgé d'au moins 35 ans et résider en Russie depuis un minimum de 10 ans. Tout candidat dont le parti n'est pas représenté à la Douma doit obligatoirement réunir les signatures d'au moins 500 soutiens et collecter 2 millions de signatures d'électeurs qui doivent être recueillies dans au moins la moitié du pays.

Malgré les contestations apparues depuis le scrutin législatif, Vladimir Poutine reste le favori de l'élection présidentielle du 4 mars prochain, qui doit marquer son retour au Kremlin, qu'il avait dû quitter en 2008 après 2 mandats consécutifs (2000-2008). Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut POM et publiée par le quotidien *Kommersant* le 26 janvier dernier, le Premier ministre recueillerait 44% des suffrages, Guennadi Ziouganov 11%, Vladimir Jirinovski, 9%, Sergueï Mironov et Mikhaïl Prokhorov 4% chacun. Le suspense porte sur le fait de savoir si Vladimir Pou-

tine parviendra à s'imposer dès le 1er tour de scrutin. Si la défaite paraît impossible, un 2e tour, qui montrerait l'incapacité du leader de Russie unie à rassembler sur son nom la moitié des électeurs, constituerait pour beaucoup un premier échec. Le 1er février, le Premier ministre a reconnu qu'il pourrait ne pas recueillir suffisamment de suffrages pour l'emporter dès le 4 mars prochain. « *Il n'y a rien d'horrible à ce qu'il y ait un 2e tour* » a déclaré Vladimir Poutine qui a néanmoins mis en garde ses compatriotes contre la « *déstabilisation de la situation politique* » que cela pourrait créer.

Rappel des résultats de l'élection présidentielle du 2 mars 2008 en Russie

Participation : 63,78%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
Dmitri Medvedev (Russie unie, ER)	52 530 712	71,25
Guennadi Ziouganov (Parti communiste, KPRF)	13 243 550	17,96
Vladimir Jirinovski (Parti démocrate-libéral, LDPR)	6 988 510	9,48
Andreï Bogdanov (Parti démocratique, DPR)	968 344	1,31

Source : Commission électorale centrale de Russie

Vladimir Poutine sera-t-il élu dès le 1er tour de l'élection présidentielle en Russie ?

Environ 110 millions de Russes sont appelés aux urnes le 4 mars prochain pour désigner le successeur de Dmitri Medvedev (Russie unie, ER) à la présidence de la Fédération de Russie. Le Premier ministre sortant et ancien chef de l'Etat (2000-2008), Vladimir Poutine, est le grand favori d'un scrutin quasiment joué d'avance. Le seul suspense qui demeure est en fait celui de la date de sa future victoire : sera-t-il élu dès le 1er tour de scrutin, soit le 4 mars, ou devra-t-il patienter quelques jours de plus pour retrouver le sommet de l'Etat ?

Le vote pour le scrutin présidentiel a débuté le 18 février dernier dans les zones les plus reculées de Russie (proximité du pôle nord et extrême est du pays), pour certaines professions (militaires, gardiens de phare, navigateurs, etc.) ainsi que pour les Russes vivant à l'étranger.

J-7
7 jours avant
le scrutin

Les élections législatives du 4 décembre dernier, remportées par le parti au pouvoir, Russie unie, a suscité la colère d'une partie de la population russe qui est descendu plusieurs fois dans les rues pour dénoncer les fraudes électorales. La contestation a été la plus virulente depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir il y a 12 ans. Depuis cette époque, les choses ont toutefois changé : alors que les Russes soupçonnaient l'existence de fraudes électorales, ils peuvent désormais les constater sur plusieurs sites Internet, plusieurs personnes ont en effet filmé divers abus qu'ils ont ensuite mis en ligne.

Partisans de Vladimir Poutine et mouvements d'opposition ont manifesté séparément le 4 février dernier à Moscou. Les premiers se sont regroupés dans le parc de la Victoire à Moscou sous le slogan « *Nous avons quelque chose à perdre* ». Ils ont déployé une grande bannière sur laquelle on pouvait lire « *Notre vote sera pour Poutine* ». Les opposants au Premier ministre sortant se sont rassemblés le même jour sous le mot d'ordre « *Pour des élections honnêtes* ». Ils ont brandi des préservatifs et des dollars pour répondre à Vladimir Poutine qui avait comparé le ruban blanc, symbole du mouvement de contestation, à un préservatif et accusé l'opposition d'être financée par l'étranger. Leurs slogans étaient tous centrés sur la personne du Premier ministre sortant. L'opposition avait également manifesté dans plusieurs villes de province : 3000 personnes s'étaient réunies à Saint-Petersbourg, d'autres à Magadan, Khabarovsk, Ekaterinbourg, Novossibirsk, Irkoutsk, Omsk, Krasnoïarsk, Tcheliabinsk, Oufa, Krasnodar, Sotchi, Nijni Novgorod, etc.

L'opposition est cependant divisée et les tensions, voire les conflits, sont nombreux entre les représentants de ses différentes tendances – militants d'extrême gauche, communistes, libéraux, nationalistes, etc. Pour l'heure, aucun leader n'a véritablement émergé. La classe moyenne russe (formée d'entrepreneurs, de professions libérales, de cadres qui souhaitent participer à la vie politique et aux affaires de l'Etat) est très investie dans le mouvement actuel de contestation. « *En Occident,*

la classe moyenne n'est pas révolutionnaire, mais en Russie elle l'est bel et bien ! Pourquoi ? Parce qu'elle est nouvelle, parce qu'elle vient d'émerger, parce qu'elle a beaucoup d'énergie, parce qu'elle veut faire valoir ses droits et conquérir sa place. L'évolution de la société civile et la dégradation du régime sont deux processus qui s'alimentent l'un l'autre » souligne l'écrivain Boris Akounine qui ajoute : « *Si Vladimir Poutine est élu, ce sera grâce à la fraude et il sera un président très faible* ».

Les mouvements anti-Poutine avaient appelé à une nouvelle manifestation sous le nom de « grand anneau blanc » le 26 février. Des milliers de personnes arborant des rubans blancs (Belatenta), couleur du mouvement de contestation, ont formé en se tenant par la main une chaîne humaine de 16 km le long de Sadovoïe koltso (l'anneau des jardins), avenue circulaire longue de 15,6 km, encerclant le Kremlin, résidence officielle du président de la Fédération de Russie, et criant le slogan « *Ne laissons pas Vladimir Poutine entrer au Kremlin* ». La veille, quelques milliers de personnes avaient manifesté dans la deuxième ville du pays (et cité natale du candidat de Russie unie), Saint Pétersbourg, avec pour mot d'ordre « *La Russie sans Poutine* ». Le 26 février, un rassemblement avait lieu dans cette même ville, notamment à l'appel du parti d'opposition Iabloko.

Le 20 février dernier, le président sortant Dmitri Medvedev a rencontré plusieurs représentants de l'opposition. Ceux-ci se sont déclarés encouragés par les promesses qui leur ont été faites, notamment ne ce qui concerne un soutien à une plus grande participation des partis opposés au pouvoir en place aux prochaines élections. Vladimir Poutine a également fait part de son intention de parler prochainement avec les leaders de l'opposition. « *Nous avons besoin de renouveler les mécanismes de notre démocratie qui doivent prendre en compte l'activité citoyenne croissante. Il est nécessaire de créer un système politique dans lequel il sera possible et nécessaire de dire la vérité* » a-t-il déclaré. Le 22 février, il a souligné : « *Une opposition légale est pour nous indispensable mais il est important que tout reste dans le cadre de la loi et de la Constitution* ».

Le 23 février, jour férié en Russie où l'on célèbre la journée des défenseurs de la patrie, une fête héritée de l'époque soviétique, des milliers de personnes se sont réunies dans le stade olympique Loujniki de Moscou pour « *défendre le pays* » et « *soutenir Vladimir Poutine* ». A cette occasion, le candidat de Russie unie s'est présenté en sauveur de la patrie russe. « *Nous sommes venus ici pour dire que nous aimons la Russie et que nous sommes prêts à travailler pour le bien de notre grande patrie, prêts à la défendre, toujours. Nous ne laisserons personne s'ingérer dans nos affaires intérieures. Nous ne laisserons personne nous imposer sa volonté* » a-t-il déclaré. « *La bataille pour la Russie continue, la victoire sera à nous !* » a-t-il conclu en citant le poète Mikhaïl Lermontov (1814-1841).

Le 20 février, Vladimir Poutine a rédigé une tribune dans le quotidien Komsomolskaya Pravda dans laquelle il fait plusieurs promesses : doublement des rémunérations des enseignants sur les 5 prochaines années (jusqu'à atteindre 200% du salaire moyen) et baisse des prix de l'immobilier de 20% à 30%. Le Premier ministre sortant a annoncé, au mépris de toutes les statistiques officielles, une prochaine augmentation du nombre d'habitants en Russie (jusqu'à 154 millions en 2050 alors que l'institut Rosstat prévoit un recul de la population de 16 millions d'habitants d'ici 2031).

Deux jours plus tard, il avait publié un texte sur la question militaire dans le journal *Rossiïskaïa Gazeta* dans lequel il promettait un « réarmement sans précédent » (renforcement du système de défense aérien et spatial de la Russie pour un total de 23 000 milliards de roubles – 590 milliards € – sur 10 ans). « *Nous devons bâtir une nouvelle armée, moderne et capable à tout moment d'être mobilisée (...)* La politique des Etats-Unis et de l'OTAN en matière de défense antimissile nous y pousse » écrit Vladimir Poutine qui se déclare convaincu que « *le renouveau du complexe militaro-industriel va devenir une locomotive pour le développement des secteurs les plus divers* ». Pas sûr que les efforts concentrés sur les piliers traditionnels du système (comme l'industrie militaire ou encore les matières premières) permettent au leader de Russie unie

d'améliorer son image au sein de la population russe.

Outre Vladimir Poutine, 4 autres personnes sont candidates à l'élection présidentielle :

- Guennadi Ziouganov, dirigeant du premier parti d'opposition du pays, le Parti communiste (KPRF) ;
- Vladimir Jirinovski, fondateur et dirigeant du parti ultranationaliste et populiste, le Parti démocrate-libéral (LDPR) ;
- Sergueï Mironov, ancien leader de Russie juste (Spravedlivaya Rossiya, SR) et ex-président du Conseil de la Fédération, chambre haute, du parlement russe ;
- Mikhaïl Prokhorov, leader du parti Juste cause (Pravoe Delo, PD), milliardaire et homme d'affaires (considéré par certains comme l'homme le plus riche de Russie ; sa fortune est estimée à 9,3 milliards €), dirigeant de la société d'investissements Onexim et propriétaire de l'équipe de basket-ball des Nets du New Jersey (Etats-Unis).

Guennadi Ziouganov et Sergueï Mironov ont tous deux dénoncé l'attitude des médias dans la campagne électorale pour le scrutin présidentiel, déplorant le peu de temps d'antenne qui leur est attribué tandis que le Premier ministre sortant bénéficie de toute l'attention des médias. Cependant, les deux hommes et Mikhaïl Prokhorov ont récemment pris leurs distances avec les mouvements populaires anti-Poutine, mettant en garde contre la « *peste orange* » (référence à la révolution ukrainienne de 2004) qui menacerait la Russie. Hostiles à l'idée d'organiser de nouvelles élections législatives, ils ont fait part de leur réticence face à un assouplissement des règles d'enregistrement des autres partis politiques, visiblement effrayés par une éventuelle concurrence.

Mikhaïl Prokhorov a signé avec la Ligue des électeurs un accord portant sur la création d'une base de données chargée d'enregistrer les procès-verbaux que dresseront les observateurs lors des futures élections présidentielles. Guennadi Ziouganov et Sergueï Mironov devraient ratifier ce texte.

Le 21 février dernier, le journal *Novaïa Gazeta*, organe dans lequel travaillait la journaliste Anna Politkovskaïa, assassinée en 2006, a fait part de problèmes de trésorerie. Les comptes de son copropriétaire Alexandre Lebedev (à hauteur de 49%, l'autre copropriétaire est l'ancien secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (1985-1991), Mikhaïl Gorbatchev) ont en effet été gelés à la suite d'un contrôle fiscal. Le paiement des salaires a été suspendu pour un mois mais *Novaïa Gazeta* continue de paraître.

La station de Radio Echo de Moscou a annoncé le remaniement de son état-major. Gazprom, son actionnaire majoritaire, a écarté deux directeurs indépendants du conseil d'administration et réclame le contrôle sur les décisions prises par les 9 membres qui y siègent. « *Il s'agit d'une tentative d'ajustement de notre politique éditoriale* », a dénoncé le rédacteur en chef de Radio Echo, Alexeï Venediktov. Enfin, la chaîne de télévision privée *Dojd*, qui couvre les manifestations d'opposition depuis le mois de décembre 2011, a annoncé qu'elle faisait l'objet d'une enquête financière.

Le 16 février dernier, le Parlement européen a demandé aux autorités russes d'engager au plus vite le dialogue avec l'opposition. Les députés européens se sont déclarés inquiets devant l'interdiction (« *qui porte une fois de plus atteinte à une concurrence politique et au pluralisme* ») faite à certains candidats, notamment Grigori Iavlinski, fondateur du parti Iabloko, de se présenter à l'élection présidentielle (la Commission électorale a considéré qu'au moins 24% des signatures qu'il avait recueillies pour se présenter au scrutin étaient irrecevables).

Le ministre des Situations d'urgence, Sergueï Choïgou (ER), a proposé aux candidats à l'élection présidentielle de signer un accord qui prévoit de nouvelles mesures de contrôle de la transparence du dépouillement des bulletins (dont une 2e vérification des résultats transmis par les copies des procès-verbaux des commissions de chaque circonscription électorale et l'exposition à la caméra des procès-verbaux des résultats du

vote). Sergueï Mironov et Mikhaïl Prokhorov ont fait part de leur intention d'apposer leur signature au document tandis que Vladimir Jirinovski et Guennadi Ziouganov s'y sont opposés.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut VTsIOM et publiée le 19 février dernier, Vladimir Poutine devrait être élu président de la Fédération de Russie dès le 1er tour de l'élection avec 58,6% des suffrages. Il devancerait le leader communiste Guennadi Ziouganov 14,8% ; l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski, 9,4% ; Mikhaïl Prokhorov 8,7% et Sergueï Mironov 7,7%. Mikhaïl Prokhorov arriverait en 2e position dans les villes de Moscou et de Saint-Pétersbourg.

Vladimir Poutine retrouvera donc dans peu de temps la présidence de la Fédération de Russie qu'il avait dû abandonner en 2008. En dépit de la montée de la contestation, il reste l'homme politique le plus populaire et le plus crédible du pays qu'aucun opposant n'est à ce jour capable de mettre en danger.

Rien ne change donc en Russie et pourtant les choses ne sont plus tout à fait les mêmes. L'éventualité de voir le candidat du pouvoir élu au 2e tour de scrutin a été envisagée et l'élection présidentielle se déroulera sous très haute surveillance. Si Vladimir Poutine est quasiment assuré d'obtenir un 3e mandat à la tête de la Russie, il fait face à un mouvement d'opposition inédit qui laisse le pouvoir désarmé. Sa future présidence ne pourra pas aisément faire fi des demandes de la population russe ; les autorités ont d'ailleurs commencé à faire des propositions (retour du suffrage universel direct pour désigner les gouverneurs régionaux, meilleur contrôle par l'Etat et les citoyens des entreprises publiques, etc.). Au début du mois de février, Vladimir Poutine a également promis de faire payer aux oligarques les privatisations « malhonnêtes » réalisées au cours des années 1990.

Selon Richard Sakwa, professeur de science politique et spécialiste de la Russie à l'université du Kent à Canterbury, « *Vladimir Poutine devra garantir non pas une élection libre mais une présidence libre et honnête* ».

Vladimir Poutine retrouve la présidence de la Fédération de Russie

Sans surprise, le Premier ministre sortant Vladimir Poutine (Russie unie, ER) a été élu dès le premier tour de scrutin à la présidence de la Fédération de Russie avec 63,64% des suffrages. Guennadi Ziouganov (Parti communiste, KPRF) est arrivé en deuxième position avec 17,18% des voix. Il est suivi par Vladimir Jirinovski, qui a obtenu 7,94% des suffrages, et l'homme d'affaires Mikhaïl Prokhorov (Juste cause, PD), qui a recueilli 6,22% des voix. Enfin, l'ancien leader de Russie juste (SR), Sergueï Mironov, a obtenu 3,85% des suffrages. Rappelons que le mandat présidentiel est désormais de six ans en Russie. Vladimir Poutine occupera donc la tête de la Fédération jusqu'en 2018.

Près des 2/3 des Russes se sont rendus aux urnes : la participation s'est élevée à 65,25%, soit très légèrement supérieure à celle enregistrée lors de la dernière élection présidentielle du 2 mars 2008 (+ 1,47 point).

De nombreuses fraudes ont été dénoncées, notamment des bourrages d'urnes, des transports massifs d'électeurs et diverses manipulations lors du dépouillement. Le communiste Guennadi Ziouganov a parlé « *d'un scrutin de voleurs, absolument illégitime, malhonnête et opaque* ». Après avoir déposé son bulletin dans l'urne, il avait souligné que si Vladimir Poutine recueillait environ 60% des suffrages, cela constituerait la preuve que le vote a été falsifié. « *N'importe quelle personne raisonnable comprend très bien que c'est impossible sans frauder, sans voler les voix* » avait-il affirmé.

Le résultat, attendu, n'était pas le réel enjeu de l'élection présidentielle russe. En effet, l'incertitude domine sur ce que sera le troisième mandat de Vladimir Poutine à la tête de la Russie. Après les manifestations consécutives aux élections législatives du 4 décembre dernier, remportées par le parti au pouvoir de Russie unie, chacun se demande comment le nouveau président de la Fédération va gérer le mécontentement populaire qui s'est exprimé au cours des dernières semaines, tout d'abord pour dénoncer les fraudes électorales puis, plus largement, pour demander le départ de Vladimir Poutine.

Lors de sa campagne électorale, le leader de Russie unie a tout promis à tout le monde, par exemple en annonçant une hausse des salaires

des enseignants, des médecins et des policiers, des pensions de retraite, des bourses d'étudiants et des allocations versées aux familles augmentation des budgets de la défense et de la police. Cependant, la Russie n'a pas été épargnée par la crise économique internationale. Les prix du gaz et du pétrole, ressources importantes du pays, sont en baisse et Vladimir Poutine aura du mal à accroître encore les dépenses publiques qui s'élèvent déjà à 40% du PIB.

Pour remporter l'élection présidentielle du 4 mars, le Premier ministre sortant a joué sur son registre habituel : la peur du retour au chaos des années 1990. Il a, de façon inhabituelle, expliqué son programme, une première dans l'histoire électorale russe. L'homme, autoritaire et qui a su éliminer toute opposition au cours de ses années

Resultats

au pouvoir, tient beaucoup à son vernis de légitimité et se bat pour ne pas être comparé aux dictateurs que sont Alexandre Loukachenko en Biélorussie ou encore Bachar el Assad en Syrie. Au niveau politique, il s'est déclaré prêt à réfléchir à la façon de desserrer les lois sur l'enregistrement des partis politiques et a appelé à restaurer – sous conditions – l'élection des gouverneurs régionaux – nommés par le pouvoir en place – qu'il avait lui-même abolie au cours de son premier mandat à la tête de la Fédération de Russie (2000-2004). Enfin, le candidat de Russie unie s'est engagé à lutter plus efficacement contre la corruption. « *Vladimir Poutine ne peut pas lutter contre la corruption. Cela l'obligerait à porter des coups dans son entourage. Alors que sa popularité est en baisse, il ne va pas faire la guerre à son propre camp* » a toutefois indiqué le politologue Mark Ournov de l'École supérieure d'économie.

Les trois quarts des Russes (73%) se déclarent insatisfaits de la politique du gouvernement selon une enquête d'opinion réalisée par le Centre Levada et publiée fin décembre 2011. La société russe s'est transformée depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine il y a 12 ans. Une partie de la population s'est enrichie. Mieux éduquée, elle est plus exigeante. La classe moyenne russe accepte de moins en moins de voir le jeu politique confisqué par les hommes de Vladimir Poutine ou l'économie profiter aux seuls oligarques. « *Ce n'est pas vers la stabilité que nous nous dirigeons mais vers la stagnation : l'économie ne se développe pas et le système n'est pas efficace* » a déclaré le politologue de l'Institut des expertises stratégiques à Moscou, Alexandre Konovalov. « *L'espoir ou l'illusion qu'un système de ce genre, ultra centralisé et autoritaire, peut assurer un développement économique stable sur le long terme s'amenuise petit à petit* » a indiqué Lev Goudkov, directeur du Centre Levada. « *Le prochain mandat pourrait être tragique pour Vladimir Poutine. Il va devoir régler des douzaines de problèmes socioéconomiques et s'il veut les résoudre, il risque de perdre le soutien de son*

électorat » a souligné Igor Bunin, chef du Centre pour la technologie politique de Moscou.

Devant cette situation, Vladimir Poutine est face à une alternative : la répression contre les manifestations et le renforcement des tendances autoritaires et de la volonté de fermeture du régime ou bien l'ouverture par des réformes pour aller vers une pluralisation et une décentralisation de la scène politique. Si peu d'analystes croient à l'imminence d'une révolution dans leur pays, très peu nombreux sont également ceux qui imaginent que le régime de Vladimir Poutine puisse perdurer sans se réformer.

À l'issue de l'élection présidentielle (et même avant l'annonce des premiers résultats), de très nombreux partisans de Vladimir Poutine se sont rassemblés sur la place du Manège près du Kremlin à Moscou pour une manifestation de soutien au nouveau président de la Fédération. « *Je vous avais promis que nous serions vainqueurs. Nous avons gagné. Gloire à la Russie !* » a déclaré le nouveau chef de l'Etat, qui a ajouté « *nous avons gagné dans un combat ouvert, honnête et impartial* ». « *Nos électeurs savent faire la différence entre le désir du renouveau et les provocations politiques dont le but est de détruire notre Etat. Le peuple russe a clairement repoussé les tentatives de ses ennemis qui cherchaient à détruire l'Etat et à usurper le pouvoir. Le peuple a montré aujourd'hui que de tels scénarios ne s'imposeront pas sur notre terre. Nous avons prouvé que personne ne pouvait nous désunir et que personne ne pouvait rien nous imposer. Rien ni personne ! Ils ne passeront pas ! Ce scrutin présidentiel était un test. Nous avons vaincu* » a encore affirmé Vladimir Poutine.

Les forces de l'opposition ont appelé à un rassemblement pour le 5 mars sur la place Loubianka à Moscou, en face du siège du Service fédéral de sécurité (FSB, ancien KGB).

Vladimir Poutine a remporté l'élection présidentielle du 4 mars. Sortira-t-il victorieux de son troisième mandat à la tête de la Fédération de Russie ?

Résultats de l'élection présidentielle du 4 mars 2012 en Russie

Participation : 65,25%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
Vladimir Poutine (Russie unie, ER)	45 513 001	63,64
Guennadi Ziouganov (Parti communiste, KPRF)	12 288 624	17,18
Vladimir Jirinovski (Parti démocrate-libéral, LDPR)	5 680 558	7,94
Sergueï Mironov (Russie juste, SR)	4 448 959	6,22
Mikhaïl Prokhorov (Juste cause, PD)	2 755 642	3,85

11

Source : Site internet de la Commission électorale centrale de Russie (http://www.vybory.izbirkom.ru/region/region/izbirkom?action=show&root=1&tvd=100100031793509&vrn=100100031793505®ion=0&global=1&ub_region=0&prver=0&pronetvd=null&vibid=100100031793509&type=226)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.